

Emploi en zone euro : une radiographie de la reprise

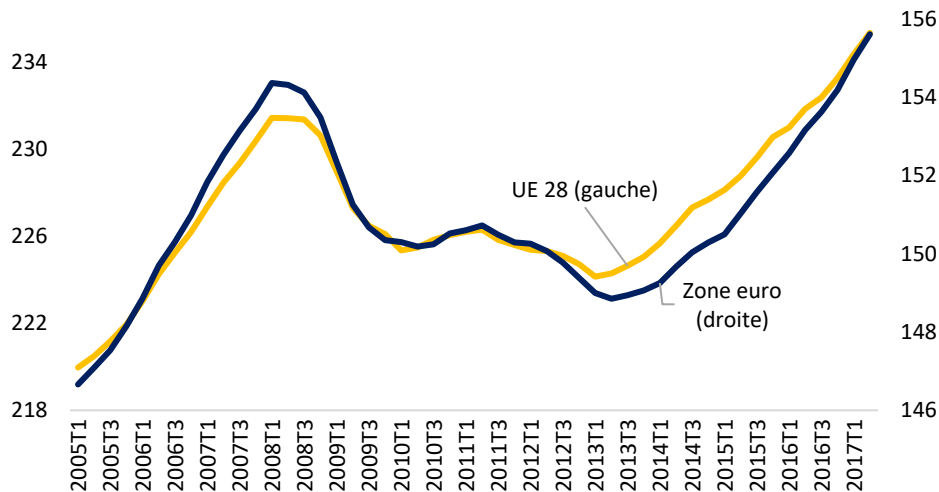
Vendredi 10 novembre 2017

Le présent flash se penche sur la reprise de l'emploi en zone euro depuis quatre ans afin d'en déterminer la nature d'un point de vue géographique, sectoriel et qualitatif.

1. Zone € : 7 millions d'emplois créés en quatre ans

Avec la reprise conjoncturelle observée au milieu de l'année 2013, l'**emploi européen** est sur une tendance haussière depuis quatre ans. Ainsi, entre le creux du deuxième trimestre (T2) 2013 et le T2 de l'année en cours, ce sont près de **7 millions** d'emplois qui ont été créés au sein de la zone euro (et **11 millions** au sein de l'Union européenne)¹. A, respectivement, 235 millions (UE) et 156 millions (zone €), le niveau de l'emploi en Europe dépasse désormais son niveau d'avant-crise de 1,7 % et 0,8 %, reflétant une progression de l'emploi plus vigoureuse à l'extérieur de la zone euro.

Emploi en Europe, 15-64 ans, en millions



Source : Afep à partir d'Eurostat.

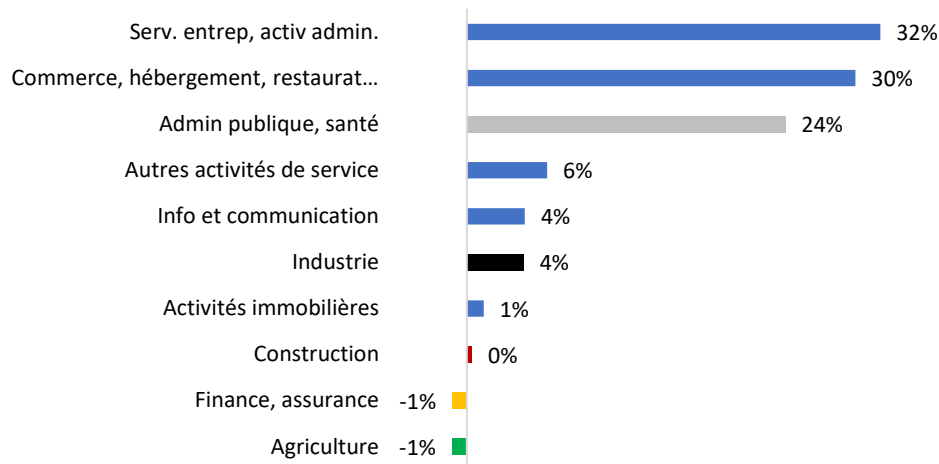
Derrière un mouvement d'ensemble, la décomposition par pays fait apparaître une relative **hétérogénéité** dans la mesure où **deux pays (l'Allemagne et l'Espagne)** expliquent un peu **plus de la moitié** des créations d'emplois (29 % et 24 %). Dans le premier cas, la contribution reflète la part de l'emploi allemand dans l'emploi total ; dans le second, elle est bien supérieure, traduisant la forte reprise espagnole suite à la violente récession rencontrée par le pays. Bien qu'en croissance, les deux autres principales économies de l'union monétaire que sont **l'Italie** et **la France** sont sur une dynamique plus lente (contributions respectives de 12 % et 10 %, ce qui est inférieur à leur part dans l'emploi total). Dans le reste de l'UEM, on note une progression très nette de **l'emploi portugais** : + 8 % depuis le creux, soit une contribution à l'ensemble de la zone euro de 5 %, ce qui est tout à significatif pour un pays qui représente 3 % de l'emploi total de l'UEM.

2. Secteur : une reprise essentiellement portée par (certains) services et l'administration

Afin de mieux comprendre les ressorts de la reprise de l'emploi en zone euro depuis la mi-2013, on calcule ici la contribution de chaque macro-secteur d'activité à l'évolution observée. Il en ressort une relative **concentration** de l'amélioration dans **quelques secteurs d'activité** : ainsi, les activités de **services aux entreprises**, le **commerce** et les « **autres services** » représentent les **deux tiers** de la croissance de l'emploi. Contraint lors de la Grande récession par les politiques de consolidation budgétaire (en particulier au Sud du continent), **l'emploi public** et **para-public** (santé, éducation...) jouerait un rôle majeur dans la reprise puisqu'il expliquerait à lui seul **un quart** des créations d'emploi.

¹ Voir également « *Employment and Social Developments in Europe* », Quarterly Review, October 2017, European Commission.

Contributions à la hausse de l'emploi entre le T2 2013 et le T2 2017



Source : calculs Afep à partir d'Eurostat.

Face à ces moteurs de la reprise, les autres secteurs d'activité sont en net retrait, bien qu'à des degrés différents : d'un côté, **l'industrie** aurait contribué positivement, mais de façon modeste (+ 300 000 emplois); de l'autre, la **construction** aurait stagné et le secteur **finance/assurance** reculé. Contrairement à l'industrie et, plus récemment, la construction, pour lesquelles l'amélioration semble se dessiner, le secteur financier affiche toujours une décroissance de l'emploi en glissement annuel.

3. Plus d'emplois, mais de moins bonne « qualité » ?

Incontestable sur le plan quantitatif, la **reprise** en cours est parfois **questionnée** sur le plan « qualitatif » : ainsi, les emplois créés seraient pour nombre d'entre eux « précaires », posant une question sur l'impact macroéconomique d'une telle évolution. Pour répondre à cette interrogation, plusieurs indicateurs doivent être mobilisés : s'agissant de la **nature du contrat**, les emplois permanents (à durée « indéterminée ») expliqueraient l'essentiel des créations ; en matière de **durée travaillée**, les temps plein sont également en tête même si leur niveau reste nettement inférieur à celui d'avant-crise (-2,7 millions au niveau de l'UE) tandis que le nombre d'emplois à temps partiel est, lui, très supérieur à celui de 2008 (+ 4,6 millions). Fait majeur, **l'emploi à temps partiel n'a jamais reculé au cours de la dernière décennie, y compris au plus fort de la crise**. Par ailleurs, en adoptant une approche « élargie » du marché du travail, la BCE estime que le **taux d'inutilisation des capacités** sur le marché du travail serait actuellement de **18 %**, soit près du double du taux de chômage officiel². A l'instar de l'indicateur « U6 » aux Etats-Unis, ce taux rapporte, au numérateur, le nombre de chômeurs, de **personnes** en « **sous-emploi** » (i.e. travaillant moins d'heures que souhaité) et d'individus aux **marges** du marchés du travail (disponibles mais ne recherchant pas, recherchant activement mais pas immédiatement disponibles) à un numérateur constitué de la population active « élargie » (qui intègre la population active potentielle). Bien qu'en léger recul depuis deux ans, le nombre de personnes en situation de **sous-emploi** reste très élevé au sein de la zone euro (**7 millions**, soit 1 million de plus par rapport à 2009).

En net redressement depuis quatre ans, l'emploi européen bénéficie de la reprise conjoncturelle après le « double dip » de la Grande récession et de la crise des dettes souveraines. Bien installée, cette consolidation devrait permettre au chômage de poursuivre sa baisse, qui atteindrait 8,5 % l'an prochain selon les dernières prévisions de la Commission européenne (7,3 % dans l'UE). Toutefois, une analyse approfondie rappelle l'ampleur des défis pour le continent : disparités intra-européennes, hétérogénéité sectorielle, évolution du marché du travail... Au-delà de leur dimension conjoncturelle, chacune des questions comporte une composante structurelle importante : ainsi, des mutations de fond sont en cours dans plusieurs secteurs d'activité (industrie, finance...), avec des conséquences multiples sur la nature des emplois et, partant, la dynamique macroéconomique (productivité, salaires, inflation...).

² Cf. « Assessing labour market slack », ECB Economic Bulletin, Issue 3/2017.